

## ARRÊTÉ N° 2024 – 523

### OCCUPATION DE VOIRIE

Le Maire de la Ville de Juvignac,

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R.44, R.225 et R.225-1,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2211-1 à L.2213-6,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** l'arrêté du 6 novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière,

**VU** la demande de l'entreprise ENSIO SAS en date du 02 décembre 2024

**CONSIDERANT** qu'il importe de prendre des mesures de circulation pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique ;

**CONSIDERANT** que les travaux d'adduction au réseau de télécommunication, nécessitent l'occupation du domaine public ;

### ARRÊTE

**Art.1 :** du 06 au 13 janvier 2025, l'entreprise ENSIO SAS est autorisée à occuper la voie publique, 70 route de Saint Georges de 9h00 à 16h00 ;

**Art.2 :** La voie sera occupée par demi-chaussée, la circulation sera maintenue en alternat par feux mobiles, le stationnement interdit au droit du chantier ;

**Art.3 :** Les droits des tiers seront et demeureront préservés ;

**Art.4 :** Les mesures de signalisation nécessaires seront prises pour permettre l'application des présentes dispositions. Cette signalisation sera mise en place et entretenue par l'entreprise ENSIO SAS .

**Art.5 :** Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra réparer tout dommage causé et rétablir, à ses frais, la voie publique et ses dépendances dans leur état premier ;

**Art.6 :** Le permissionnaire supportera, sans indemnité, la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués pour la commune dans l'intérêt général ;

**Art.7 :** La présente autorisation est, pour tout ou partie révoquée sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général soit pour non-respect par les permissionnaires des articles ci-dessus ;

**Art.8 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires, seront constatées par des procès-verbaux, transmis aux tribunaux compétents ;

**Art.9 :** Le Directeur Général des Services, le Directeur de l'Aménagement, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, le Chef de la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Juvignac, le 12 décembre 2024

Pour le Maire,  
L'adjoint Délégué à la Tranquillité  
Publique, aux Ressources Humaines, au  
Devoir de Mémoire, et aux Affaires  
Générales

Jacques BOUSQUEL

